

Après Bayer, Opel et InBev, maintenant Carrefour: Pas de licenciements pour leur soif de profits!

L'arrogance de la direction de Carrefour ne connaît pas de limite. Pour assurer les dividendes des actionnaires en période de crise, le groupe va sabrer dans le personnel et les conditions de travail. 1.672 personnes vont perdre leur emploi, 21 magasins vont fermer et les salaires vont être gelés. Carrefour s'ajoute à la liste des riches multinationales qui ont dévoilé des plans de "restructuration": Opel, Bayer, Inbev,... au moment où des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes se trouvent déjà sans emploi.

Des licenciements prémédités

La direction craignait qu'un tel plan d'économie ne soit considéré comme inacceptable par le personnel et l'opinion publique. Ces licenciements ont donc été préparés des mois durant en faisant circuler toutes sortes de scénarios catastrophe, comme la rumeur que le groupe Carrefour pourrait quitter la Belgique. Cette rumeur était destinée jouer sur la peur pour que le personnel accepte plus facilement le plan d'économie actuel.

Les chiffres de la comptabilité de la chaîne ont aussi été consciemment falsifiés. Au nouvel an, la direction a retiré de Carrefour-Belgique au moins 1 milliard d'euros afin d'artificiallement appauvrir la société. Le quotidien flamand De Standard déclarait ce lundi: " en jouant avec les flux monétaires, on peut le rendre vendable (le plan d'assainissement, ndlr)... Carrefour a retiré de l'argent de la société en Belgique pour que les syndicats négocient maintenant avec une entreprise «pauvre». Du fait même que l'argent est parti, Carrefour est en quelque sorte moins vulnérable au chantage social."

Le tantième plan d'austérité

En termes de plans d'assainissement, Carrefour n'en est pas à son coup d'essai. Une méthode éprouvée est de fermer les magasins (16 en 2007) pour les revendre ensuite à des indépendants. Le

personnel peut être éventuellement ré-accepté, mais avec des salaires beaucoup plus bas et une plus mauvaise protection syndicale. Mais le personnel plus âgé est alors éliminé: trop d'ancienneté et trop d'expérience syndicale.



Carrefour a entre-temps continué à recevoir des bénéfices avec la location de son installation et les droits de vente. De beaux bénéfices donc, et aucune charge sur un personnel qui pourrait en plus protester contre l'exploitation!

Un autre moyen par lequel Carrefour sacrifie son personnel pour ses actionnaires est de donner un autre statut aux travailleurs des nouveaux sites. Ainsi, il y a quelques années, un nouveau site a ouvert ses portes à Bruges, la Tour Bleue. Mais au lieu d'être sous la commission paritaire 312, la commission des supermarchés, le nouveau personnel est tombé sous la commission paritaire 202.01, pour le commerce de détail indépendant. La direction a ainsi pu économiser 25% sur ses coûts de personnel. Les travailleurs étaient en plus contrôlés par caméra et il n'y avait pas de délégation syndicale. L'esclavage moderne, c'est quelque chose de ce genre!

Répression

Sur ce terrain là non plus, Carrefour n'en est pas à son coup d'essai. La chaîne a déjà démontré dans le passé à quel point elle méprisait le droit de

grève en le foulant allègrement des pieds. Quand le personnel était en grève pour protester avec raison contre des restructurations, les piquets de grève de travailleurs et de clients n'ont rencontré de Carrefour que des coups de téléphone d'intimidation, des huissiers, des requêtes unilatérales, des astreintes, la violence physique de la direction et même la violence policière.

Même les médias capitalistes et le système judiciaire trouvent parfois que Carrefour exagère. En décembre 2008, le tribunal de Furnes a ainsi affirmé que la procédure de requête unilatérale utilisée par la direction pour interdire les piquets de grève était illégale.

Il faut résister

Ce n'est pas en comptant sur le tribunal et les médias que nous pouvons remporter la lutte contre les plans d'assainissement de Carrefour. Le personnel et les syndicats doivent organiser la résistance. La lutte paie! C'est ce que de précédentes actions ont déjà démontré dans le passé, y compris à Carrefour.

Ces dernières semaines, les travailleurs de Bayer et d'InBev ont montré l'exemple. Vis-à-vis de la cupidité des capitalistes, en tant que travailleurs et syndicalistes, nous devons avoir une réponse pour riposter. Durant des années, les bénéfices n'ont cessé de grimper, pourquoi devons nous continuer à payer pour ces bénéfices? Carrefour fait toujours un bénéfice net annuel de plus de 400 millions d'euros!

Accepter les exigences de la direction serait interprété comme un signe de faiblesse, et d'autres attaques suivraient encore. Dans les magasins qui ne sont pas aujourd'hui menacés de fermetures, une défaite aurait de lourdes conséquences. Pour tout cela, il faut lutter et résister. Ce mardi après-midi, le Carrefour de Leeuw Saint Pierre a donné le bon exemple en partant en grève. D'autres magasins ont suivi.

Organiser la résistance dans un supermarché est évident. Mais le personnel est divisé dans différentes implantations, et dans les plus petits magasins, le personnel se trouve souvent dans une position plus faible vis-à-vis de la répression et des huissiers. L'organisation de la solidarité entre les magasins et avec les habitants des quartier voisins est cruciale

pour une victoire dans cette lutte pour conserver les emplois et les conditions de travail.

Les syndicats doivent aussi élaborer un plan de lutte si Carrefour veut faire passer ses projets en force. Généraliser la lutte vers d'autres magasins, d'autres entreprises et d'autres secteurs sera alors nécessaire.

Il faut une alternative politique!

Le monde politique est aujourd'hui bien silencieux. Ce n'est pas surprenant, car il est lié aux directions qui licencient. De la même manière que Dehaene (CD&V) était membre du Conseil d'Administration d'InBev, Willy Claes (SP.a) est membre du Conseil d'Administration de Carrefour. Pour eux, ces restructurations, ce sont de bonnes occasions de recevoir des bonus. Il en va de même pour tous les partis traditionnels.

Qu'attendent-ils pour exiger que Carrefour rende tout l'argent et les baisse de charge dont le groupe a pu bénéficier de l'Etat? Carrefour n'est pourtant visiblement pas capable de garantir des emplois décents et de bons salaires.

Nous pensons que nous ne pouvons pas compter sur ces partis et que la CSC et la FGTB doivent rompre leurs liens avec eux. Pourquoi ne prennent-ils pas l'initiative de lancer une alternative avec les mouvements sociaux et les organisations de gauche? Nous avons besoin d'un parti qui défende réellement les intérêts des travailleurs et de leurs familles, un parti pour et par les travailleurs. Le PSL soutient chaque initiative dans cette direction.

